

L'énergie

par l'entremise de la tribune que représente Petro-Canada, une société de propriété et de contrôle publics, qui existe déjà. Le gouvernement a refusé cette proposition. Je le répète, il nous faut absolument mettre sur pied une telle commission qui nous indiquerait s'il y a lieu ou non de croire à première vue les beaux discours des sociétés pétrolières. Mais, je puis affirmer, d'après des chiffres dont on m'a fait part, d'après le document publié par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources que sans l'ombre d'un doute, les profits exorbitants réalisés par les sociétés pétrolières ne leur donnent certainement pas droit à un revenu en surcroît de celui déjà promis par le gouvernement. C'est l'évidence même. Pour prouver le contraire, il faudrait sans aucun doute de nouvelles preuves. Or, le gouvernement ne nous a pas fourni de preuve à l'appui d'une hypothèse contraire.

Arrêtons-nous à présent au cœur même du problème. La rapidité avec laquelle le gouvernement a l'intention de faire grimper les prix au Canada va susciter un problème à deux volets. En premier lieu, et le gouvernement en est conscient, cette augmentation touche dans une très grave mesure tous les consommateurs, les pêcheurs sur la côte est, les agriculteurs des Prairies qui doivent conduire des tracteurs, tous les consommateurs de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Personne ne prétend le contraire. Le coût de la vie grimpera à des hauteurs inouïes d'ici les deux prochaines années, si nous mettons en œuvre ce projet.

J'aimerais à présent aborder la question industrielle. Le premier ministre (M. Clark) s'est rendu à Tokyo l'été dernier. Je n'ai qu'une seule chose à dire à ce sujet: c'est seulement dans un accès de folie que le gouvernement du Canada a accepté, à la conférence de Tokyo, de se rallier aux autres nations industrielles, en augmentant ses prix jusqu'au cours mondial. Cette décision n'a pas été prise au hasard. Qui a-t-elle avantage? Je vais vous le dire, moi, monsieur l'Orateur. Elle a avantage le Japon, l'Allemagne, la France, les États-Unis. Toutes ces nations dépendent à toutes fins pratiques du pétrole importé. Elles n'envisagent pas de devenir autonomes en matière d'approvisionnement pétrolier, au contraire du Canada. Mais ils savaient fort bien que le Canada commençait enfin à se tailler une place dans le monde industriel, que dans certains secteurs nous avons réussi au moins à pouvoir pénétrer leurs marchés. Ils avaient donc intérêt à convaincre le premier ministre du Canada qu'un pays industriel présent à Tokyo, le seul à disposer de matières énergétiques se devait d'aligner ses prix pétroliers sur les cours mondiaux. Ce qui enlève à l'industrie canadienne un avantage vis-à-vis de la concurrence. C'est désastreux pour le pays, surtout si l'on considère la question de l'unité nationale.

Il y a toutes sortes de façons d'envisager le Canada. On peut dire par exemple que c'est un cadeau pour les régions. Il y a pour les Canadiens de l'Ouest le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Moi qui suis Ontarien, je disais à Prince-Albert il y a tout juste dix jours que nous sommes en faveur de ce tarif, qui permet aux agriculteurs canadiens d'acheminer leur grain pour le quart environ de ce que payent les agriculteurs américains. Cette subvention aux agriculteurs de l'Ouest est légitime, et nous la défendrons. Nous ne ferons pas la bêtise de nous en débarrasser, comme cherchent publiquement à le faire certains collègues du premier ministre.

Nous avons de même accordé des tarifs de transport préférentiels à certaines régions du Canada Atlantique, dans le

cadre de l'EER et de programmes spéciaux. Ces programmes, nous aimerions les voir étendre et développer. Mais nous disons également que dans le centre industriel, qui se trouve principalement en Ontario, il y a un élément traditionnel d'unité nationale qui tient principalement aux tarifs et qui favorise le développement industriel de l'Ontario et celui du Québec. Je dis au premier ministre qu'il faut que les régions conservent cet avantage. Nous nous engageons sur une voie qui risque de faire disparaître totalement l'avantage concurrentiel de l'industrie de notre centre industriel.

J'ajouterai que si l'Ontario regroupait dix provinces—c'est-à-dire si nous avions des provinces moins grandes, de la taille des États américains—on le considérerait probablement comme une région, et peut-être ne serions nous pas témoin de cette sorte de conjuration à laquelle semblent avoir adhéré plusieurs parties du pays.

Le premier ministre pense-t-il vraiment que les Allemands du Sud agiraient de façon à mettre en danger la vallée de la Ruhr? Est-ce que les Japonais des régions rurales à la périphérie de Yokohama agiraient de façon à mettre en péril l'industrie japonaise? Les Américains du Sud ou de l'Ouest agiraient-ils de façon à mettre en danger leur empire industriel qui se trouve dans le nord-est des États-Unis? La réponse est évidente. Les Japonais ne le feraient pas, ni les Allemands ni les Américains. Je prétends que les Canadiens ne devraient pas faire cela à l'Ontario, parce que ce serait causer un très grand tort à l'ensemble du pays.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je demande instamment au premier ministre qui dit n'avoir pas pris de décision à propos des prix de réfléchir très sérieusement à cela. Il n'y a pas de raison valable, à mon avis, de hausser le moindre cent le prix du gaz naturel et du pétrole pour le moment. Une augmentation n'est aucunement justifiée, pour autant que je sache. On peut faire valoir que cela serait à l'avantage de certaines régions. Évidemment, si j'envisageais la question dans une perspective à court terme, du point de vue de la Colombie-Britannique par exemple, et si j'avais des réserves de gaz naturel, je pourrais dire que c'est avantageux pour moi, ou si j'étais en Saskatchewan je serais porté à penser qu'une hausse me favoriserait. C'est bien compréhensible. On ne peut demander aux premiers ministres de ces régions d'être autre chose que des premiers ministres provinciaux, soit dit sans les dénigrer en aucune façon.

Cependant, je dis au premier ministre du Canada qu'il est responsable à l'égard de tout le pays et que l'ensemble du pays a besoin d'une politique d'énergie à bon marché pour que l'industrie canadienne puisse démarrer—et nous avons besoin de faire démarrer l'industrie canadienne parce que les Canadiens ont besoin d'emplois. Comme il y a plus de un million de chômeurs en réalité, c'est une occasion qui s'offre à nous. C'est une occasion dont les Allemands, les Japonais ou les Américains profiteraient. Il est temps que nous reprenions nos esprits comme pays industriel, que nous saisissons cette occasion qui nous est offerte et que nous n'augmentions pas ces prix.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: En conformité de l'article 15 du Règlement, une brève période de questions est permise maintenant. Je ne vois aucun député se lever, mais je suis prêt à accorder la